



Coucou Doudou, c'est nous !

Malgré un plan d'économies de 50 millions pour l'institution des courses, engagé sous la mandature précédente – années 2012 à 2015 (casse des retraites ARS, du PMH, réduction importante des effectifs, vente de Geny courses, baisse drastique des investissements et des dépenses d'entretien des sites, etc.) et face à l'incapacité des dirigeants de la filière hippique à définir une stratégie commune pour la relance de notre activité, les déficits n'ont cessé de se creuser.

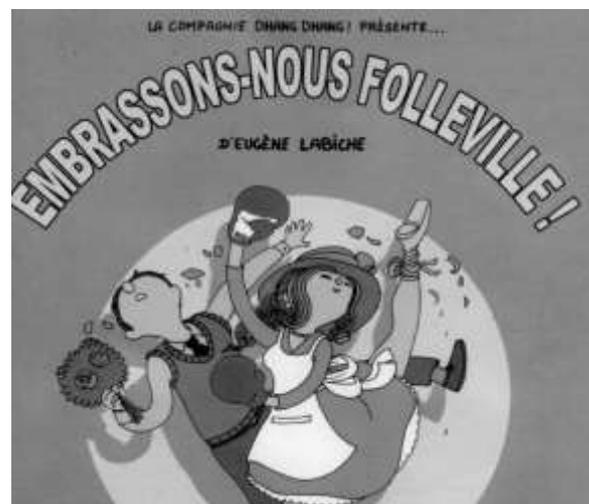
Le feu dans la maison des courses. A la fin de l'année 2017, les déficits cumulés pour le Galop seraient d'environ 121 millions d'euros, si l'on ajoute le financement des travaux de l'hippodrome de Longchamp, la trésorerie deviendrait négative dans le courant de l'année 2018. Pour le Trot et contrairement aux discours couramment répondus, la situation économique et financière est tout aussi catastrophique... 48,8 millions de déficits estimés pour 2016 et 35 millions pour 2017 (pour le Galop 33,5 M€ pour 2016 et 28 M€ pour 2017). Les déficits 2014 et 2015 étaient également supérieurs au Trot, quant à la trésorerie, elle suit celle du Galop.

Devant l'urgence de la situation et pour repousser l'échéance de la cessation de paiement, de mesurer les premiers effets de la nouvelle stratégie du PMU, la sagesse n'aurait-elle pas voulu qu'une baisse modérée des encouragements soit mise en place dès 2017 ? Eh bien non, que nenni ! Alors qui doit payer ?

La messe est dite ! Le communiqué du Comité du 13 décembre 2016 est éloquent : « *S'agissant de France Galop, le budget 2017 intègre l'effet des réformes entreprises sur le calendrier et le programme de courses ainsi que la mise en œuvre d'un plan d'économies intégrant notamment le transfert des réunions d'Enghien, la rationalisation des dépenses marketing, la réduction des frais d'organisation de réunions de courses et la baisse des frais de fonctionnement du Siège. Quoiqu'ambitieux, ce plan ne suffira pas. Il s'agit donc d'aller plus vite et plus loin, tant sur l'activation des leviers de croissance qui sont entre les mains de la maison-mère que la recherche d'économies supplémentaires au niveau de l'Institution. C'est dans cet esprit que les administrateurs de France Galop ont choisi de maintenir les allocations au niveau de 2016. C'est un signal de soutien qu'ils ont souhaité ainsi envoyer aux acteurs du galop à un moment où ils sont fortement mis à contribution* ».

Les Présidents du Trot et du Galop sont sur une toute autre stratégie que celle de la baisse des encouragements.

Embrassons-nous Folleville ! Alors que le Trot était historiquement opposé à tout mariage avec le Galop et encore tout énervé par le pied de nez du retrait du galop sur l'hippodrome d'Enghien (*ah, les querelles de ménage !*), sa situation financière le contraint à accepter de se Pacser avec le Galop, à brader ses salariés. C'est la condition pour que l'Etat concède un prélèvement supplémentaire à la filière des courses. En s'engageant dans cet engrenage, il y perdra son âme et son indépendance !



Et l'Etat dans tout ce fatras ? C'est toute la stratégie des dirigeants de l'institution, lui faire accepter les déficits actuels et pour l'avenir maintenir voir augmenter les encouragements, négocier une part de gâteau supplémentaire (baisse du prélèvement de l'état) et en échange mener une restructuration forte de toute l'institution (réduction drastique de la masse salariale et des frais de fonctionnement). Des

efforts partagés comme le dit notre président. L'Etat accepte et valide sans broncher cette politique du fait accompli, il accepte sans broncher les déficits actuels ! Si c'est pour démissionner, à quoi sert la tutelle de l'Etat ?

Pour être diplomate, il faut savoir parler plusieurs langues, y compris le double langage.

Carey Mac William
www.citation-celebre.com

Le double langage du Président de France Galop. Devant les salarié(e)s de France Galop : il faut se serrer les coudes, les efforts doivent être partagés... Tralala... et devant les socioprofessionnels : les salarié(e)s de l'institution sont trop nombreux, trop payés, ils ont trop d'avantages sociaux, etc... En gros nous avons la peste, une chance nous n'avons pas encore le choléra !!!

Et pour les salari(e)s, La chasse est ouverte !

Un plan d'économies de 10 millions d'euros, réalisé comment ? Un grand mystère et ce ne sont pas les documents fournis pour le CCE qui lèvent le flou (*Et comme le dit la grand-mère de Martine : quand c'est flou, c'est qu'y a un loup*).



Au cours des 6 derniers mois, nous avons tenté d'instaurer un dialogue, nos dirigeants le refusent. Ainsi, nous entendons couramment : « c'est nous qui décidons de la stratégie, nous ne sommes pas dans la cogestion » (*elle est belle votre stratégie, 121 M€ de pertes, on peut vraiment vous faire confiance*). Ils utilisent des méthodes bien connues dans le monde du travail, le chantage : « si vous n'acceptez pas de revenir aux 35 heures, nous dénonçons les conventions collectives » comme ce fut le cas la semaine dernière sur le centre d'entraînement de Maisons-Laffitte. Ils avancent dans le flou, site par site sans jamais dévoiler un projet global, se servant des uns, en isolant les autres et n'hésitant pas à utiliser les menaces et pratiquer l'intimidation, en fournissant le minimum d'informations, en passant outre les avis et les prérogatives des différentes instances de représentation du personnel, etc... Ils jouent sur la peur de la perte de l'emploi.

Une illusion serait de croire qu'un service, une direction, un hippodrome ou un centre d'entraînement sera épargné. Nous salarié(e)s serons tous concerné(e)s quelque soit la manière, par un rapprochement avec le Trot, par l'informatisation en cours, par la réduction programmée des effectifs, par la dénonciation à un moment ou à un autre des conventions collectives.

Ce matin, au siège de France Galop, se tient un Comité Central d'Entreprise extraordinaire, avec pour ordre du jour : l'information/consultation du CCE sur le Projet d'Entreprise et la réponse au droit d'alerte émis par les représentants du personnel, lors du dernier CCE. Sur le projet de casse de l'entreprise, ils veulent nous faire avaler leur soupe à 10 millions de patates, bouffer la gamelle, la cuillère et le manche, on le met



Va y Avoir du Sport !

2017 - année des drapeaux